

Article 31 du Règlement

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Felix Holtmann (Portage—Interlake): Monsieur le Président, lundi dernier, le *Globe and Mail* publiait un éditorial qui, s'il est fondé, présente un vrai défi au nouveau ministre de la Défense nationale. En effet, M. Dale Grant affirme: «Rares sont les Canadiens qui savent que, compte tenu de l'importance de l'effectif par rapport à l'ensemble du budget de la défense, le Canada a sans doute les forces armées les plus coûteuses du monde.»

Notre armée compte plus de généraux que de chars d'assaut, plus d'officiers que de simples soldats. Je crois comprendre que c'est la fragmentation des forces militaires qui a entraîné cette croissance excessive de la gestion. On compte aujourd'hui neuf lieutenants-généraux qui touchent 131 000 \$, 29 majors-généraux qui reçoivent 100 000 \$ chacun, 84 brigadiers-généraux qui ont une rémunération de 94 000 \$, 3 700 majors qui sont payés 64 000 \$ et 7 500 capitaines qui touchent 51 000 \$.

Si j'étais à la place du ministre, je m'empresserais de ramener cette énorme équipe de gestion à des proportions raisonnables.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, quand les coûts de construction d'immeubles augmentent-ils de 40 p. 100 à Séville, de 169 p. 100 à Alger et de 200 p. 100 à Buenos Aires? Quand le coût du mobilier augmente-t-il de 500 p. 100 en quatre ans au Japon?

Quand le ministère des Affaires extérieures s'occupe de projets à l'étranger.

• (1410)

Ce n'est rien de nouveau. L'ambassade canadienne à Washington devait coûter 28 millions en 1984. Lorsqu'elle a ouvert ses portes, en 1988, elle avait coûté en tout 82 millions.

Pourquoi ces dépassements de coût? Le gouvernement parle de la fluctuation du taux de change. Cela ne tient pas. Pour vous donner un exemple tout à fait renversant, la devise argentine, a perdu 155 000 p. 100 de sa valeur par rapport au dollar canadien. Les coûts devraient diminuer au lieu de connaître une hausse effrénée.

Et pendant ce temps, 50 p. 100 de nos diplomates et du personnel de l'administration centrale dépassent les budgets prévus pour les frais de représentation sans guère se soucier de rendre des comptes.

Les dépassements de coût ont totalisé, pour ces cinq projets, la somme étonnante de 102 millions. Les Affaires extérieures sont devenues un gouffre dans lequel s'engloutit l'argent des contribuables. J'invite la ministre à mettre un peu d'ordre chez elle.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, depuis quelques jours, certaines personnes essaient de créer un conflit entre le premier ministre du Canada et le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario.

Les Canadiens ne veulent pas de querelles de ce genre. L'époque où les divers niveaux de gouvernement se disputaient constamment est révolue. Dans les années 90, les compromis et les objectifs communs sont essentiels si le Canada veut survivre économiquement et politiquement.

Actuellement, les Canadiens sont aux prises avec une lourde dette. Cette dette a entraîné des hausses d'impôts qui sont en train d'étouffer la classe moyenne.

La seule façon de régler le problème est de réduire les dépenses publiques, les déficits budgétaires et, à la fin, les impôts perçus par toutes les administrations publiques.

Je demande à tout le monde de se calmer, de changer de ton et de se concentrer sur notre ennemi commun.

Nous connaissons tous cet ennemi commun: c'est la dette.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, au cours de la dernière semaine, j'ai eu des discussions avec des représentants de notre industrie sidérurgique et de notre industrie du camionnage.

Tout le monde sait que ces deux industries traversent une période très difficile.

Comme beaucoup de mes électeurs, j'ai été vraiment consterné d'apprendre que Postes Canada venait d'adjuger un important contrat à une société américaine pour la fabrication de clés de boîtes postales. Il me semble que, si les boîtes postales peuvent être fabriquées au Canada, les clés devraient pouvoir l'être aussi. Cela nous permettrait de protéger des emplois chez nous et d'aider nos industries qui, comme je l'ai dit, sont actuellement en difficulté.